

REDUCTION DE LA PAUVRETE
UN INSTRUMENT STRATEGIQUE

**LA FORMATION AU METIER DE
PRODUCTEUR AGRICOLE
CITOYEN RURAL
ET
AUX METIERS CONNEXES**

1. Après un appui trop fortement centralisé sur le développement des services sociaux dans les pays en développement, les analyses de la pauvreté supportant les Programmes Stratégiques de Réduction de la Pauvreté ont fait réapparaître que sans un accroissement et une meilleur productivité des activités génératrices de revenus les meilleurs stratégies d'appui social ne seraient pas durables. L'importance du développement du secteur agricole devient donc à nouveau une priorité et en conséquence la formation de ses acteurs ou de ses partenaires essentiels. Après une longue période de désintérêt, ces dernières années, l'éducation et la formation pour le secteur agricole ont fait l'objet de nombreuses études de qualité qui démontrent un regain d'intérêt des Gouvernements et des partenaires internationaux. Il faut entendre par éducation et formation pour le secteur agricole et rural la formation au métier de producteur agricole incluant aussi les métiers de l'élevage, de la pêche et de la foresterie, mais aussi la formation aux métiers directement reliés à ces activités pour les approvisionner en intrants ou en traiter les productions et enfin avec la prise en considération si longtemps attendue mais de plus en plus rapide du producteur agricole comme citoyen responsable du développement du monde rural, la formation au fonctionnement des institutions et à la prise ou à la délégation de responsabilité. Il s'agit donc bien ici de considérer la formation au métier de producteur agricole citoyen rural et aux métiers connexes.

2. Durant les dix dernières années ce secteur agricole, en particulier dans les pays d'Afrique sub saharienne, a vu son environnement se transformer d'une manière accélérée et radicale : en une quinzaine d'années les privatisations des agro-industries, la libéralisation des prix avec la disparition des systèmes de stabilisation, l'intégration extrêmement rapide et large au commerce international, la décentralisation et la forte émergence des organisations professionnelles agricoles dans la mouvance de la démocratisation, l'accélération des processus d'urbanisation, le renversement du flux des personnes formées par le retour aux villages des premiers cadres retraités et des jeunes scolarisés sans emplois urbains, la montée des densités rurales, etc....Pourtant, le paysan, le producteur agricole africain doit faire face à toutes ces transformations accélérées sans pratiquement aucun appui formateur. Il suffit de comparer la dynamique d'appui à toute transformation socio-économique dans les pays industrialisés et en particulier celle de l'appui apporté par la formation dans ses transformation pour se rendre compte du déficit des pays du sud dans ce domaine. C'est ce disfonctionnement, cette défaillance des dispositifs de formation que de nombreux travaux ont commencé à démontrer. Dans le même temps des expériences certes limitées mais réussies et porteuses de possibilités importantes de développement font la démonstration qu'il est possible de bâtir rapidement sur les acquis pour peu qu'il y ait une réelle volonté politique nationale et une bonne coordination internationale.

3. Au nombre des travaux, figure le rapport commandité par la Banque Mondiale en 1998 et qui s'intitule « *Revue d'Education agricole : soutien de l'enseignement et de la formation agricole par la banque et par d'autres partenaires au développement.* ». Cette étude a été menée à partir d'un échantillon représentatif des partenaires au développement les plus actifs dans ce domaine, soit environ une dizaine. Elle analysait i) les traits caractéristiques des appuis financiers consentis en direction du domaine stratégique que représentent l'éducation et la formation agricoles, et ii) proposait sur la base d'une analyse critique les principaux enseignements de cette revue, des orientations stratégiques précises, dans le but d'en consolider les éléments de succès et supprimer les approches inefficaces et inefficientes. Cette revue apportait ainsi une contribution particulière aux réflexions menées jusqu'alors pour répondre efficacement aux nouveaux besoins qui émergeaient, et prenait en compte tant l'importance de l'évolution du secteur agricole en Afrique que la vision de plus en plus partagée de ses priorités à la fois par les partenaires au développement que par les pays eux-mêmes.

4. Cinq années après la réalisation de cette étude force est de constater que du côté de la Banque mondiale elle n'a pas eu l'effet espéré et n'a pas dynamisé une nouvelle approche voire la relance d'un appui structuré et conséquent à l'éducation et la formation pour le secteur agricole et rural. Le présent document finalisé par Christian Fauliau, Senior économiste et spécialiste des institutions agricoles à la banque mondiale, fondé sur un travail de recherche mené par Mme Yoman Ginette-Ursule, s'inspire aussi largement de cette étude qui date de moins de 5 ans de même que d'autres travaux récents (cf.annexe) élaborés dans le domaine de l'Education et de la Formation agricoles ces dernières années dont en particulier, ceux avec Pierre Debouvry sur démographie, systèmes d'éducation et définition des politiques nationales de formation pour le secteur agricole. Ce document rappelle les principaux constats et les principales recommandations de l'analyse de 1998, largement encore d'actualité. Il tente aussi de mettre en exergue le faible niveau de réalisation des recommandations préconisées et avec pragmatisme suggère des solutions appropriées aux différents types de défis et de dysfonctionnements structurels persistants.

5. Le présent document se justifie essentiellement par le constat suivant : la formation agricole, levier du développement rural dans un monde en pleine mutation, doit faire face dans les pays en développement, à l'instar de l'Education et de la Formation professionnelle en général, à de nouveaux défis internes et externes qui relèvent très concrètement de la baisse d'efficacité suite à des ajustements souvent drastiques, mal analysés et aux conséquences très dommageables. Cette baisse d'efficacité relève aussi de l'absence de stratégie cohérente reflétant les préoccupations majeures des principaux acteurs du secteur qui eux de fait sont intégrés dans une problématique globale de développement économique et enfin aussi d'une coopération internationale dont le discours volontariste se trouve fortement remis en cause par la baisse tendancielle du niveau des appuis et l'insuffisante synergie des actions qui en limite drastiquement l'impact.

6. Le regain d'intérêt pour ce sous secteur tend cependant à se généraliser au niveau national comme international. Les propositions de ce document visent simplement à suggérer les quelques mesures qui articulées sur une réelle volonté politique nationale et international pourraient rapidement, en valorisant toutes les bonnes expériences déjà réalisées, changer très positivement l'environnement du producteur agricole citoyen rural.

un contexte en évolution accélérée

Une nécessaire revue critique des réponses internationales aux besoins de l'éducation et de la formation agricoles

Pour ce qui concerne plus particulièrement la Banque mondiale :

- En matière d'éducation et formation de haut niveau
- S'agissant de l'éducation et de la formation de niveau moyen
- Concernant la formation technique et professionnelle
- En matière de formations spécifiques contenue dans les projets agricoles
- Caractéristiques du portefeuille actuel de projets

Des axes stratégiques qui se confirment.

- L'accroissement de la formation de niveau moyen, de la formation continue et l'évolution de la vulgarisation vers le conseil agricole
- L'intérêt croissant du secteur privé pour l'offre de formation agricole.

- La volonté de coopération régionale et internationale

De nouveaux axes stratégiques apparaissent au niveau de la communauté des partenaires au développement

La persistance des dysfonctionnements

- Absence de politique nationale de formation pour le secteur agricole intégrant une synergie entre le secteur public et le secteur privé
- Des financements extérieurs qui ne garantissent pas La pérennisation des projets
- L'insuffisance dramatique de la formation du personnel national
- La grave inadaptation des enseignements pour les techniciens des services agricoles.
- La totale absence du producteur citoyen rural actif.
- L'insuffisante valorisation du personnel
- La déqualification de L'enseignement technique et professionnel.

Les enjeux majeurs

- Les enjeux relevant de l'évolution du contexte global
- Les particularismes de la transition démographique
- La problématique du changement de rôle assigné à l'Etat
 - . Les déséquilibres de l'Etat liés à des changements structurels insuffisamment préparés et maîtrisés, opérés au cours des 20 dernières années.
 - . l'insuffisante capacité nationale d'élaboration de politiques cohérentes.
 - . l'imprécision des champs d'intervention des différents acteurs de développement : état, secteur privé, société civile (notamment les ONG) et les partenaires au développement.
 - . S'agissant des Etats
 - . S'agissant du secteur privé.
 - . S'agissant de la société civile et pour ce qui concerne le secteur agricole essentiellement les Organisations Professionnelles agricoles (OP).
 - . Concernant les partenaires extérieurs.
 - . Au niveau de la coopération inter-régionale
- Les enjeux spécifiques à la formation
 - . La validité de l'analyse de la demande
 - . Une réponse institutionnelle adaptée à la demande nationale
 - . Une réponse géographique cohérente avec la demande nationale
 - . La qualité de la réponse technique.
 - . Un financement cohérent et durable reste un des principaux enjeux.
 - . Un suivi-évaluation indispensable pour améliorer en permanence les performances du dispositif et en prouver l'efficacité

La segmentation de l'appui apporté au dispositif de formation agricole est inopérante.

Proposition d'un cadre global d'appui aux stratégies nationales de formation agricole

- Les avancées conceptuelles des dernières années
- Des changements notoires dans les instruments de coopération internationale.

**La formation au métier de producteur agricole citoyen rural et autres métiers connexes :
Un cadre stratégique en dix points
pour les politiques d'appui des partenaires au développement**

ACTIONS PRIORITAIRES	REMARQUES
<p>1. Définition et adoption par les gouvernements d'une politique nationale de formation agricole et rurale (PNFAR) dans le cadre de la définition d'une politique agricole nationale décentralisée et participative.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Elaborée par une équipe multi - sectorielle nationale, décentralisée et participative de la politique agricole nationale et de la politique de formation. . Centrée sur les exploitations agricoles. . Les OP fortement impliquées . Pas d'expert étranger qui fasse une étude d'expert. Une véritable assistance technique pour la méthode. Un accompagnement technique.
<p>2. Définition et mise en place d'un cadre de concertation pour l'appui à la PNFAR</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Il doit être institutionnalisé, officialisé, pérenne, régulier (au moins annuel) et obligatoire. . coordonné par un responsable national de la PNFAR
<p>3. Mise en place du dispositif national d'identification permanente de la demande</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Appui méthodologique et formation des acteurs . Financement de la participation des partenaires les plus pauvres
<p>4. Mise en place des dispositifs constituant l'institution nationale de mise en oeuvre de la PNFAR.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Nécessairement quadri-partite : Etat, privé, Organisations professionnelles des bénéficiaires, collectivités décentralisées . Obligatoirement décentralisés . Appui méthodologique et formation des acteurs.
<p>5. Rationalisation de la couverture géographique nationale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Appui méthodologique à la définition d'un plan rationnel d'implantation équitable d'infrastructures adaptée à la demande. . Formation. . Financement des infrastructures
<p>6. Professionnalisation des acteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Acteurs publiques, privés ou élus nationaux ou locaux. . Appui à la mise au point des méthodes pédagogiques. . Appui à préparation, réalisation et diffusion du matériel didactique. . Formation. . Financement
<p>7. Mise en place d'un système de financement durable</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Appui technique pour le montage d'un fonds national de développement spécifique ou incluant la formation agricole. . Fonds co-géré par une majorité des utilisateurs.

	<ul style="list-style-type: none"> . Participation financière forte de l'Etat. Pas de désengagement de l'Etat au niveau financier. La formation reste une responsabilité de l'Etat. . Participation au financement
8. Mise en place d'un système quadri partite de suivi-évaluation (Etat, OP, Privé, collectivités décentralisées)	<ul style="list-style-type: none"> . Appui technique pour la méthode et la mise au point des outils . Formation des acteurs . Financement du dispositif
9. Implantation de l'utilisation des NTIC	<ul style="list-style-type: none"> . Equiper en cadres, agents et leaders des OP en ordinateurs. . Généralisation de la production et diffusion des Cdrom
10. Rationalisation et renforcement des Radios Rurales (RR)	<ul style="list-style-type: none"> . Les RR sont le plus efficace instruments de formation information de masse donc : . Appui technique pour la définition d'un plan d'installation ou de renforcement des stations pour une couverture nationale dans les langues locales. . financement des investissements. . Financement des formations pour la rationalisation des programmes . financement des bénéficiaires pour contractualiser les RR de manière durable

Cette présentation démontre l'importance de la tâche à accomplir . Elle démontre aussi combien la coordination des bailleurs de fonds est essentielle pour répondre de manière cohérente et à des coûts raisonnables à une demande aussi large. L'ordre des priorités rappelle aussi que l'assistance technique ponctuelle, saupoudrée, ne peut pas être une bonne réponse. Il faut commencer par appuyer les pays à définir leur politique et les aider à mettre progressivement en place les instruments en appuyant une forte participation décentralisée de tous les acteurs.

Conclusion

La relance de l'Education et de la formation pour le secteur agricole et rural dans un souci de lutte contre la pauvreté et de bonne gouvernance, requiert d'opter résolument pour une formation dite de développement qui s'appuierait sur une réelle volonté des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile à lever les obstacles identifiés et faire face aux enjeux actuels. Un accompagnement ciblé est nécessaire mais systématiquement inséré dans le cadre global national. Dans cette optique, une re légitimation de l'Etat s'impose afin qu'il joue résolument son rôle de régulateur en définissant le cadre général d'intervention, en spécifiant la vision souhaitée par tous dans une démarche participative, les objectifs et les responsabilités incombant à chaque acteur en fonction des avantages comparatifs spécifiques. Cette évolution de l'environnement institutionnel est le préalable à une durabilité des stratégies d'appui . Elle favorisera la pleine participation de tous les acteurs dans le but d'une synergie optimale.

Inscrire résolument la stratégie d'éducation et de formation agricole dans la perspective de développement global afin de lui permettre de contribuer efficacement à l'émergence de nouvelles capacités nationales susceptibles d'affronter et de relever le défi majeur qu'est le développement de l'agriculture, telle est la principale recommandation du présent document. Recommandation dont la première des conséquences est d'inscrire cette éducation et formation

pour le secteur agricole et rurale en haut de l'agenda international en terme d'appui financier et technique.